

La Voix de l'Opposition de Gauche

DOCUMENT

Monoclonaux contre COVID : Lilly a-t-il colonisé l'appareil d'Etat ?

Par Éric Verhaeghe (Le courrier des stratèges)

Le 1^{er} mars 2021

Le ministère de la Santé vient d'annoncer que les premiers traitements par anticorps monoclonaux seront mis à la disposition des hôpitaux en mars 2021. Ils sont destinés à limiter les complications du COVID. Petit problème : les études scientifiques peinent à prouver l'efficacité de ce traitement commercialisé par Lilly sous le nom de bamlanivimab. Alors pourquoi ce médicament plutôt que d'autres, refusés par le gouvernement sans être forcément plus contestés ? Certains ne manquent pas de pointer du doigt le poids du laboratoire Lilly dans l'appareil d'Etat, y compris à l'Élysée.

Le ministère de la Santé a annoncé [la mise à disposition du Bamlanivimab produit par le laboratoire Lilly](#) auprès des hôpitaux pour soigner le COVID. Ce traitement à base d'anticorps monoclonaux fabriqué par le géant américain ne va pas sans soulever de questions fondamentales sur l'apparente ()partialité de l'Etat en matière d'achats de médicaments.

Les monoclonaux à l'utilité incertaine

Comme toujours, est-on tenté de dire, le choix d'un médicament fait forcément débat. En l'espèce, [comme le souligne Le Parisien](#), certains médecins contestent l'efficacité du Bamlanivimab, qui aurait donné des résultats décevants dans sa capacité à limiter les formes graves du COVID.

On notera toutefois que ce médicament a fait l'objet d'[une autorisation en urgence aux Etats-Unis](#), avec des précautions qui soulignent bien la difficulté de la démarche. [Le département de la santé du Minnesota](#) en a rajouté une couche en référant les deux études qui fondent l'autorisation en urgence du médicament, et en renseignant les effets secondaires du traitement :

The most common reported side effects with bamlanivimab are nausea, diarrhea, dizziness, headache, itchiness, and vomiting. The most common reported side effects with casirivimab/imdevimab are nausea and vomiting, hyperglycemia, and pneumonia. The side effects of getting any medicine by vein may include brief pain, bleeding, bruising of the skin, soreness, swelling, and possible infection at the infusion site.

In clinical trials of bamlanivimab and casirivimab/imdevimab involving nearly 3,000 people, two severe allergic reactions and five serious reactions related to the delivery of the treatment into the vein were reported. All reactions were treated and resolved.

Nous voilà donc prévenus !

Conclusion provisoire : on ne peut pas jurer que les anticorps monoclonaux de Lilly soient inefficaces, mais on ne peut pas jurer le contraire non plus. Et ils ne sont pas sans effet secondaire...

Lilly a-t-il bénéficié d'un gros coup de piston ?

Si l'on se souvient du nombre de [médicaments contestés \(à commencer par l'hydroxychloroquine\) qui ont été mis de côté par le gouvernement](#), ou systématiquement étouffés, [comme encore récemment avec l'Institut Pasteur de Lille](#), et si l'on se souvient de [ceux qui ont échappé à la mise à l'index comme le Remdesivir de Gilead](#), dans des circonstances douteuses, on se montre forcément prudent vis-à-vis de l'opération qui autorise un produit contesté, et qui fait même l'objet d'un achat massif (100.000 doses...) par les hôpitaux publics sur instruction de l'Elysée.

Et, dans ce dossier, on est rapidement gêné aux entournures.

Premier problème : celui qui avait été pressenti par le gouvernement pour être Mr. Vaccin, Louis-Charles Viossat, est un ancien des laboratoires Lilly. [Face à la fronde que nous avons initiée à l'époque](#), le gouvernement a préféré sagement reculer, et reclasser M. Viossat comme responsable d'un task force sur les vaccins. [Si l'intéressé n'est resté en fonction qu'un mois, limogé à la suite du désastre de la vaccination](#), il a quand même assisté aux premiers travaux d'autorisation de médicament de Lilly, son ancien employeur.

Ces travaux ont en effet commencé dès le mois de novembre.

Une discrète présence de Lilly à l'Elysée ?

Au-delà de ce premier épisode, l'autorisation donnée à Lilly est l'occasion de mettre une nouvelle fois en évidence l'influence dont les laboratoires pharmaceutiques sont capables partout dans le monde, y compris en France.

Ainsi, tout porte à croire que l'actuelle cheffe du pôle santé au cabinet du Premier Ministre, et qui a exercé les mêmes fonctions à l'Elysée jusqu'à l'été dernier, [Marguerite Cazeneuve](#), est la fille de [Béatrice Cazeneuve](#), membre du [comité de direction de Lilly France](#), en charge de l'accès aux marchés nationaux et régionaux. Autrement dit, le conseil en santé au plus haut niveau dans ce pays est assuré par la fille de la « commerciale » officielle de Lilly.

Cette proximité n'est pas en soi coupable, mais elle met une nouvelle fois en cause la capacité des élites françaises à préserver l'apparence de l'impartialité de l'Etat.

Et Macron qui se vantait d'avoir découvert tout seul les monoclonaux

Ces éléments de contexte donnent une toute autre lumière à l'information qui avait percé il y a quelques jours, selon laquelle Emmanuel Macron avait vertement tancé Olivier Véran pour [ne lui avoir pas parlé plus tôt des monoclonaux](#). Selon ces rumeurs, le Président aurait découvert tout seul ces médicaments.

Réflexion faite, il n'est pas impossible que, dans son entourage, certains l'aient mis sur la bonne voie.